



DIÁRIO DA REPÚBLICA

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros

Aviso n.º 197/2000:

Torna público que a Assembleia Geral das Nações Unidas adoptou, com efeitos a 26 de Janeiro de 1998, na sua 52.ª sessão, a Resolução A/RES/52/29, sobre a pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva; a pesca não autorizada em zonas abrangidas pela jurisdição nacional e em alto mar; capturas acessórias e desperdícios de pesca; e outros factos novos, adoptada na 57.ª sessão plenária, de 26 de Novembro de 1997 ... 5684

Ministério da Administração Interna

Decreto-Lei n.º 249/2000:

Estabelece o regime de aprovação e de circulação na via pública dos comboios turísticos 5688

Ministério das Finanças

Decreto-Lei n.º 250/2000:

Transpõe para o ordenamento jurídico interno a Directiva n.º 98/33/CE, do Parlamento Europeu e do Con-

selho, de 22 de Junho, que alterou o artigo 12.º da Directiva n.º 77/780/CEE, relativa ao acesso à actividade das instituições de crédito e ao seu exercício, bem como diversos artigos da Directiva n.º 89/647/CEE, do Conselho, relativa ao rácio de solvabilidade das instituições de crédito e ainda o artigo 2.º e o anexo II da Directiva n.º 93/6/CEE, relativa à adequação dos fundos próprios das empresas de investimento e das instituições de crédito, e altera os artigos 81.º e 82.º do Regime Geral das Instituições de Crédito e Sociedades Financeiras, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 298/92, de 31 de Dezembro 5691

Ministério da Agricultura, do Desenvolvimento Rural e das Pescas

Decreto-Lei n.º 251/2000:

Adopta o método oficial de análise a utilizar na determinação do teor de amido por polarimetria nos alimentos para animais. Transpõe para a ordem jurídica nacional a Directiva n.º 1949/79/CE, da Comissão, de 27 de Julho 5695

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Aviso n.º 197/2000

Por ordem superior se torna público que a Assembleia Geral das Nações Unidas adoptou, com efeitos a 26 de Janeiro de 1998, na sua 52.^a sessão, a Resolução A/RES/52/29, sobre a pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva; a pesca não autorizada em zonas abrangidas pela jurisdição nacional e em alto mar; capturas acessórias e desperdícios de pesca; e outros factos novos, adoptada na 57.^a sessão plenária, de 26 de Novembro de 1997, e cujo original em francês e respectiva tradução oficial para português a seguir se transcrevem.

Direcção de Serviços das Organizações Económicas Internacionais, 22 de Setembro de 2000. — A Directora de Serviços, *Liliana Araújo*.

52^{ème} session — Point 39, c, de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée Générale

[sans renvoi à une grande commission (A/52/L.30 et Add. 1)]

52/29 — La pêche hauturière au grand filet dérivant; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer; prises accessoires et déchets de la pêche; et autres faits nouveaux.

L'Assemblée général:

Réaffirmant ses résolutions 46/215 du 20 décembre 1991, 49/116 et 49/118 du 19 décembre 1994 ainsi que ses autres résolutions pertinentes;

Réaffirmant également sa résolution 51/36 du 9 décembre 1996 sur la pêche hauturière au grand filet dérivant et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans, et les prises accessoires et les déchets de la pêche et leur impact sur l'utilisation durable des ressources biologiques marines de la planète;

Consciente de la nécessité de promouvoir et de faciliter la coopération internationale, en particulier aux échelons régional et sous-régional, afin d'assurer la mise en valeur et l'utilisation durables des ressources biologiques des mers et des océans, conformément à la présente résolution;

Sachant que l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants ⁽¹⁾ pose en principe général que les États doivent réduire au minimum la pollution, les déchets, les rejets, les captures par des engins perdus ou abandonnés, les captures d'espèces de poissons et autres non visées et l'impact sur les espèces associées ou dépendantes, en particulier les espèces menacées d'extinction, grâce à des mesures incluant, autant que possible, la mise au point et l'utilisation d'engins et de techniques de pêche sélec-

tifs, sans danger pour l'environnement et d'un bon rapport coût-efficacité, et dispose en outre que les États doivent prendre des mesures, et notamment adopter (les règlements, à l'effet de veiller à ce que des navires battant leur pavillon ne pratiquent pas la pêche sans autorisation dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États;

Rappelant les dispositions de l'article 5 de l'Accord, qui énonce les principes généraux auxquels les États ont souscrit aux fins de la conservation et de la gestion de ces stocks;

Notant que le Code de conduite pour une pêche responsable, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture le 31 octobre 1995, définit des principes et des normes mondiales de conduite en vue de l'application de pratiques responsables de conservation, de gestion et d'exploitation des ressources halieutiques, notamment des directives concernant la pêche en haute mer et dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États et la sélectivité des engins et des techniques de pêche, l'objectif étant de réduire les prises accessoires et les déchets;

Se déclarant profondément préoccupée par les effets néfastes que la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale, où s'effectue la majeure partie des prises mondiales, a sur l'exploitation durable des ressources halieutiques mondiales comme sur la sécurité alimentaire et l'économie de nombreux États, en particulier des pays en développement;

Réaffirmant une fois encore les droits et devoirs des États côtiers en ce qui concerne des mesures de conservation et de gestion appropriées des ressources biologiques dans les zones relevant de leur juridiction nationale, conformément aux principes du droit international, tels qu'ils sont énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ⁽²⁾;

Rappelant qu'aux termes d'Action 21 ⁽³⁾ adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les États sont invités à prendre des mesures compatibles avec le droit international pour dissuader efficacement leurs ressortissants de changer de pavillon pour se soustraire aux règles de conservation et de gestion applicables à la pêche en haute mer;

Considérant l'importance que l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en novembre, 1993, revêt pour la conservation et la gestion des ressources halieutiques de la haute mer;

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la pêche hauturière au grand filet dérivant et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans, sur la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et ses effets sur les ressources biologiques marines des océans et des mers, et sur les prises accessoires et les déchets de la pêche et leur impact sur l'utilisation durable des ressources biologiques marines de la planète ⁽⁴⁾;

Prenant note des initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en ce qui concerne les prises accidentelles d'oiseaux marins, la conservation et la gestion des requins et la gestion des capacités de pêche;

Notant avec satisfaction les mesures prises et les progrès réalisés par les membres de la communauté internationale, les organisations internationales et les organisations d'intégration économique régionale pour appliquer les objectifs de la résolution 46/215 et en faciliter l'application;

Consciente des efforts déployés par les organisations internationales et les membres de la communauté internationale pour réduire les prises accessoires et les déchets des pêches;

Se déclarant de nouveau vivement préoccupée par le fait que des activités incompatibles avec les dispositions de la résolution 46/215 et des opérations de pêche non autorisées incompatibles avec les dispositions de la résolution 49/116 continuent d'être signalées;

1 — Réaffirme l'importance qu'elle attache au respect de sa résolution 46/215, en particulier des dispositions de cette résolution qui demandent qu'un moratoire général sur la pêche hauturière au grand filet pélagique dérivant soit pleinement appliqué dans tous les océans et dans toutes les mers du globe, y compris les mers fermées et semi-fermées.

2 — Note qu'un nombre croissant d'États et d'autres entités, de même que des organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux de gestion des pêcheries, ont adopté des textes législatifs, établi des règlements ou pris d'autres mesures pour assurer le respect des résolutions 46/215, 49/116 et 51/36, et leur demande instamment d'appliquer pleinement ces mesures.

3 — Prie instamment toutes les autorités des membres de la communauté internationale qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures plus énergiques pour assurer le respect intégral de la résolution 46/215 et d'appliquer des sanctions appropriées, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, à ceux qui contreviennent aux dispositions de cette résolution.

4 — Demande aux États de veiller, par des mesures appropriées, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international découlant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de la résolution 49/116, à ce qu'aucun bâtiment de pêche battant leur pavillon national n'opère dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États s'il n'y a pas été dûment autorisé par les autorités compétentes de l'État ou des États côtiers concernés; les opérations de pêche ainsi autorisées doivent être effectuées conformément aux conditions énoncées dans le permis délivré.

5 — Note les obligations que l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants⁽¹⁾ impose aux États en ses parties IV et V en ce qui concerne les États non membres et les États non

participants ainsi que les obligations qu'il met à la charge de l'État du pavillon.

6 — Demande aux États et autres entités visés au paragraphe 1 de l'article 10 de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion qui ne l'ont pas encore fait d'accepter l'Accord.

7 — Note qu'aucune partie à l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion ne doit permettre à un navire de pêche battant son pavillon d'opérer en haute mer s'il n'y pas été autorisé par l'autorité ou les autorités compétentes de cette partie; tout navire de pêche à ce autorisé doit opérer conformément aux conditions énoncées dans le permis délivré.

8 — Se félicite des initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture tendant à organiser une consultation d'experts en vue de mettre au point et de proposer des directives aux fins de l'élaboration d'un plan d'action visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins, à organiser une consultation d'experts en vue de mettre au point et de proposer des directives aux fins de l'élaboration d'un plan d'action pour la conservation et la gestion rationnelle des requins, et à tenir une consultation technique sur la gestion des capacités de pêche à l'effet de rédiger des directives destinées à régir le contrôle et la gestion des capacités de pêche.

9 — Engage instamment les États, les organisations internationales compétentes ainsi que les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux de gestion des pêcheries à adopter des politiques, appliquer des mesures — notamment dans le cadre de l'assistance offerte aux pays en développement —, recueillir et échanger des données et mettre au point des techniques en vue de réduire les prises accessoires, les déchets de la pêche et les pertes après capture, conformément au droit international et aux instruments internationaux pertinents, y compris le Code de conduite pour une pêche responsable.

10 — Demande à nouveau aux organisations d'aide au développement d'appuyer à titre hautement prioritaire, y compris grâce à une assistance financière ou technique, les efforts déployés par les États côtiers en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits pays insulaires en développement, pour améliorer l'observation et le contrôle des activités de pêche et l'application des règlements y afférents, y compris en contribuant, sur le plan financier et technique, à l'organisation de réunions régionales et sous-régionales à cette fin.

11 — Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale, des organismes intergouvernementaux compétents, des organisations et organismes des Nations Unies, des organisations régionales et sous-régionales de gestion des pêcheries, ainsi que des organisations non gouvernementales intéressées, et les invite à communiquer au Secrétaire général des informations sur l'application de la résolution.

12 — Prie également le Secrétaire général de faire en sorte que l'établissement de rapports sur les principaux instruments et activités ayant trait aux pêcheries soit effectivement coordonné, que les doubles emplois à cet égard soient réduits au minimum et que les travaux d'analyse scientifique et technique effectués dans ce

domínio sejam portados à la connaissance de la communauté internationale, et invite les institutions spécialisées compétentes, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux qui s'occupent de pêche, à coopérer avec le Secrétaire général à cette fin.

13 — Prie en outre le Secrétaire général de lui présenter, à sa 53^{ème} session, et, par la suite, tous les deux ans, un rapport sur l'évolution de la situation concernant l'application des résolutions 46/215, 49/116 et 49/118, ainsi que sur l'état et l'application de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion et sur les initiatives de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture visées au paragraphe 8 de la présente résolution, compte tenu des informations communiquées par les États, les institutions spécialisées compétentes, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et d'autres organes, organismes et programmes appropriés des Nations Unies, les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes.

14 — Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa 53^{ème} session, au titre de la question intitulée «Les océans et le droit de la mer», une question subsidiaire intitulée «La pêche hauturière au grand filet dérivant; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer; prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux».

(¹) A/CONF.164/37; voir également A/50/550, annexe I.

(²) *Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer*, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

(³) *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

(⁴) A/52/555.

52.ª sessão — Ponto 39, c, da ordem de trabalhos

Resolução adoptada pela Assembleia Geral

[sem submissão a uma grande comissão (A/52/L.30 et Add. 1)]

52/29 — A pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva; a pesca não autorizada em zonas abrangidas pela jurisdição nacional e em alto mar; capturas acessórias e desperdícios de pesca; e outros factos novos.

A Assembleia Geral:

Reafirmando as suas Resoluções n.ºs 46/215, de 20 de Dezembro de 1991, 49/116 e 49/118, de 19 de Dezembro de 1994, bem como outras resoluções pertinentes;

Reafirmando igualmente a sua Resolução n.º 51/36, de 9 de Dezembro de 1996, sobre a pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva e os seus efeitos sobre os recursos marinhos vivos dos mares e oceanos, a pesca não autorizada nas zonas abrangidas pela jurisdição nacional e seus efeitos sobre os recursos marinhos vivos dos mares e oceanos, as capturas acessórias e os desperdícios de pesca, bem como o seu impacto no aproveitamento permanente dos recursos marinhos vivos do planeta;

Consciente da necessidade de promover e de facilitar a cooperação internacional, em especial às

escalas regional e sub-regional, a fim de garantir a exploração e o aproveitamento duradouros dos recursos marinhos vivos dos mares e dos oceanos, em conformidade com a presente resolução; Sabendo que o Acordo Relativo à Aplicação das Disposições Contidas na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar, de 10 de Dezembro de 1982, sobre a conservação e a gestão das populações de espécies que se deslocam tanto dentro como fora das zonas económicas exclusivas (populações transzonais) e de populações de espécies altamente migratórias (¹), pressupõe o princípio geral de que os Estados devem reduzir ao mínimo a poluição, os desperdícios, os excedentes, as capturas por aparelhos perdidos ou abandonados, as capturas de espécies de peixes e outros seres não especificados, bem como o impacto sobre as espécies associadas ou dependentes, em particular as espécies ameaçadas de extinção, através de medidas que incluam, sempre que possível, a exploração e a utilização de aparelhos e de técnicas de pesca selectivos que não coloquem em risco o meio ambiente e apresentem uma boa relação custo-eficácia, e que o Acordo determina, além disso, que os Estados devem tomar medidas e adoptar regulamentos para evitar que as embarcações que arvoram os seus pavilhões pratiquem a pesca não autorizada nas zonas de jurisdição nacional de outros Estados;

Relembrando o disposto no artigo 5.º do Acordo, o qual enuncia os princípios gerais subscritos pelos Estados para a conservação e gestão destes stocks;

Constatando que o Código de Conduta para Uma Pesca Responsável, adoptado pela Conferência da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura, em 31 de Outubro de 1995, estabelece princípios e normas de conduta mundiais que visam a adopção de práticas responsáveis de conservação, gestão e exploração de recursos piscatórios, nomeadamente directivas relacionadas com a pesca em alto mar e nas zonas abrangidas pela jurisdição nacional de outros Estados e com a selectividade de aparelhos e técnicas de pesca, tendo por objectivo a redução das capturas acessórias e dos desperdícios;

Declarando-se profundamente preocupada com os efeitos nocivos da pesca não autorizada nas zonas sob jurisdição nacional, onde se efectua a maior parte das capturas mundiais, tanto sobre a exploração permanente dos recursos piscatórios mundiais como sobre a segurança alimentar e a economia de numerosos Estados, em particular de países em vias de desenvolvimento;

Reafirmando uma vez mais os direitos e deveres dos Estados costeiros relativamente à adopção de medidas apropriadas de conservação e de gestão dos recursos marinhos vivos nas zonas sob jurisdição nacional, em conformidade com os princípios de direito internacional enunciados na Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar (²);

Relembrando que, nos termos da Acção 21 (³) adoptada pela Conferência das Nações Unidas sobre o Ambiente e o Desenvolvimento, os Esta-

dos são convidados a tomar medidas compatíveis com o direito internacional que visem dissuadir os seus nacionais, de forma eficaz, de mudarem de pavilhão com o propósito de se subtraírem às regras de conservação e de gestão aplicáveis à pesca em alto mar;

Considerando a importância de que se reveste o Acordo que visa implementar o respeito dos navios de pesca em alto mar pelas medidas internacionais de conservação e gestão, adoptado pela Conferência da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura em Novembro de 1993, no tocante à conservação e à gestão dos recursos piscatórios do alto mar;

Tomando nota do relatório elaborado pelo Secretário-Geral sobre a pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva e os seus efeitos sobre os recursos marinhos vivos dos mares e dos oceanos, bem como sobre a pesca não autorizada em zonas sob jurisdição nacional e seus efeitos sobre os recursos marinhos vivos dos oceanos e dos mares e sobre as capturas acessórias e os desperdícios de pesca e seu impacto sobre o aproveitamento permanente dos recursos marinhos vivos do planeta ⁽⁴⁾;

Constatando as iniciativas da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura no tocante às capturas acidentais de aves marinhas, à conservação e à gestão dos esqualos e à gestão das capacidades de pesca;

Constatando com satisfação as medidas adoptadas e os progressos alcançados pelos membros da comunidade internacional, pelas organizações internacionais e pelas organizações de integração económica regional, no sentido de alcançar os objectivos previstos na Resolução n.º 46/215 e de facilitar a sua aplicação;

Consciente dos esforços desenvolvidos pelas organizações internacionais e pelos membros da comunidade internacional para reduzirem as capturas acessórias e os desperdícios de pesca;

Declarando-se, uma vez mais, vivamente preocupada com o facto de que continuam a verificar-se actividades incompatíveis com o teor da Resolução n.º 46/215 e operações de pesca não autorizadas incompatíveis com o teor da Resolução n.º 49/116;

1 — Reafirma a importância que atribui ao respeito pela sua Resolução n.º 46/215, em particular pelas disposições que exigem a aplicação plena de uma moratória geral da pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva em todos os oceanos e mares do globo, incluindo os mares fechados e semifechados.

2 — Constata que um número crescente de Estados e de outras entidades, bem como de organizações e acordos regionais e sub-regionais de gestão das pescas, adoptaram textos legislativos, elaboraram regulamentos ou tomaram outras medidas visando o respeito pelas Resoluções n.ºs 46/215, 49/116 e 51/36, e exorta-os, de forma veemente, a aplicarem plenamente tais medidas.

3 — Solicita veementemente a todas as autoridades dos membros da comunidade internacional que ainda o não tenham feito, que adoptem medidas mais enérgicas com vista a garantir o respeito integral pela Resolução n.º 46/215 e que apliquem sanções apropriadas, em conformidade com as suas obrigações decorrentes

do direito internacional, a quem infringir as disposições contidas na referida resolução.

4 — Insta os Estados a que obstem, através de medidas apropriadas, em conformidade com as respectivas obrigações decorrentes do direito internacional nos termos da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar e da Resolução n.º 49/116, a que uma embarcação de pesca arvorando o seu pavilhão opere em zonas sob jurisdição nacional de outros Estados, salvo se tal embarcação tiver sido devidamente autorizada para o efeito pelas autoridades competentes do Estado ou Estados costeiros interessados. As operações de pesca assim autorizadas devem ser efectuadas em conformidade com as condições especificadas na autorização emitida para esse efeito.

5 — Constata as obrigações que o Acordo Relativo à Aplicação das Disposições da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar, de 10 de Dezembro de 1982, sobre a conservação e a gestão das populações de espécies que se deslocam tanto dentro como fora das zonas económicas exclusivas (populações transzonais) e de populações de espécies altamente migratórias, impõe aos Estados nas suas partes IV e V relativamente aos Estados não membros e aos Estados não participantes, bem como as obrigações que incumbem ao Estado do pavilhão.

6 — Insta os Estados e outras entidades referidas no artigo 10.º, n.º 1, do Acordo Que Visa Implementar o Respeito dos Navios de Pesca em Alto Mar Pelas Medidas Internacionais de Conservação e de Gestão a aceitarem o Acordo, caso ainda o não tenham feito.

7 — Constata que nenhuma Parte no Acordo Que Visa Implementar o Respeito dos Navios de Pesca em Alto Mar Pelas Medidas Internacionais de Conservação e de Gestão deverá permitir que uma embarcação de pesca arvorando o seu pavilhão opere em alto mar sem a prévia autorização da autoridade ou das autoridades competentes dessa Parte; qualquer embarcação de pesca autorizada deverá proceder em conformidade com as condições enunciadas na licença emitida para esse efeito.

8 — Congratula-se com as iniciativas tomadas pela Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura no sentido de organizar uma consulta de peritos com vista à preparação e apresentação de directivas que servirão de base à elaboração de um plano de acção que vise reduzir as capturas acidentais de aves marinhas, organizar uma consulta de peritos com vista à preparação e apresentação de directivas que servirão de base à elaboração de um plano de acção para a conservação e gestão racional dos esqualos e proceder a uma consulta técnica sobre a gestão das capacidades de pesca para efeitos de elaboração de directivas destinadas a regular o controlo e a gestão das capacidades de pesca.

9 — Apela veementemente aos Estados, às organizações internacionais competentes, às organizações e aos participantes em acordos regionais e sub-regionais de gestão de pescas que adoptem políticas, apliquem medidas — nomeadamente no plano da assistência oferecida aos países em desenvolvimento —, recolham e comuniquem mutuamente dados e aperfeiçoem técnicas visando a redução das capturas acessórias, dos desperdícios de pesca e das perdas após captura, em conformidade com o direito internacional e os instrumentos internacionais pertinentes, incluindo o Código de Conduta para uma Pesca Responsável.

10 — Insta, uma vez mais, as organizações de assistência ao desenvolvimento a apoiarem, a título alta-

mente prioritário, mesmo no plano financeiro ou técnico, os esforços envidados pelos Estados costeiros em vias de desenvolvimento, em particular os países menos avançados e os pequenos países insulares em vias de desenvolvimento, no sentido de aperfeiçoarem os sistemas de observação e de controlo das actividades de pesca, bem como a aplicação dos regulamentos conexos, incluindo a contribuição, ao nível do plano financeiro e técnico, para a organização de reuniões regionais e sub-regionais para esse efeito.

11 — Solicita ao Secretário-Geral que chame a atenção de todos os membros da comunidade internacional, dos organismos intergovernamentais competentes, das organizações e dos organismos das Nações Unidas, das organizações regionais e sub-regionais de gestão das pescas, bem como das organizações não governamentais interessadas, para o teor da presente resolução, convidando-os a comunicarem ao Secretário-Geral as informações de que disponham sobre a sua aplicação.

12 — Solicita igualmente ao Secretário-Geral que zele pela efectiva coordenação do estabelecimento de relações sobre os principais instrumentos e actividades relacionados com as pescas, pela redução ao mínimo da dupla utilização para os efeitos acima referidos e pela divulgação, entre a comunidade internacional, dos trabalhos de análise científica e técnica efectuados nesse campo, e convida as instituições especializadas competentes, entre as quais a Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura, e as organizações e os acordos regionais e sub-regionais que se ocupam da pesca a cooperarem com o Secretário-Geral nesse sentido.

13 — Solicita ainda ao Secretário-Geral que apresente à Assembleia Geral, na sua 53.ª sessão e, posteriormente, de dois em dois anos, um relatório sobre a evolução da situação relativa à aplicação das Resoluções n.ºs 46/215, 49/116 e 49/118, bem como sobre o estado e a aplicação do Acordo Que Visa Implementar o Respeito dos Navios de Pesca em Alto Mar Pelas Medidas Internacionais de Conservação e de Gestão e sobre as iniciativas da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura referidas no n.º 8 da presente resolução, tendo em consideração as informações comunicadas pelos Estados, pelas instituições especializadas competentes, em particular a Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura, e por outros órgãos, organismos e programas apropriados das Nações Unidas, pelos organismos e acordos regionais e sub-regionais, bem como por outras organizações intergovernamentais e não governamentais competentes.

14 — Decide incluir na ordem do dia provisória da sua 53.ª sessão, em conexão com o tema intitulado «Os oceanos e o direito do mar», uma questão subsidiária intitulada «A pesca em alto mar com redes de emalhar de deriva; a pesca não autorizada nas zonas sob jurisdição nacional e em alto mar; capturas acessórias e desperdícios de pesca; e outros factos novos».

(1) A/CONF. 164/37; ver igualmente A/50/550, anexo I.

(2) *Documentos Oficiais da Terceira Conferência das Nações Unidas sobre o Direito do Mar*, vol. XVII (publicação das Nações Unidas, número de venda: F.84.V.3), documento A/CONF.62/122.

(3) *Relatório da Conferência das Nações Unidas sobre o Ambiente e o Desenvolvimento, Rio de Janeiro, 3-14 Junho 1992* (publicação das Nações Unidas, número de venda: F.93.I.8 e rectificações), vol. I: resoluções adoptadas pela Conferência, resolução 1, anexo II.

(4) A/52/555.

MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO INTERNA

Decreto-Lei n.º 249/2000

de 13 de Outubro

A circulação de comboios turísticos, compostos por um veículo tractor e um ou mais reboques destinados ao transporte de passageiros, em pequenos percursos com fins culturais ou de lazer, constituindo uma realidade no nosso país, mostra-se adequada a determinados locais, designadamente onde não existe transporte para pequenos percursos.

Na ausência de um regime jurídico de aprovação e circulação deste tipo de veículos, que pelas suas características técnicas específicas não se enquadram nas normas de direito rodoviário em vigor, a Direcção-Geral de Viação tem vindo a autorizar a circulação dos comboios turísticos ao abrigo do despacho n.º 67/95, do director-geral de Viação, de 7 de Agosto.

Após a experiência colhida num período em que foram estabelecidas algumas regras, essencialmente no que respeita à segurança dos veículos, importa definir um quadro regulador completo por forma a estabelecer um regime legal de aprovação e circulação destes veículos, fixando as suas características técnicas, bem como o regime de circulação na via pública de modo a garantir a segurança dos passageiros e do trânsito em geral.

Neste âmbito e tendo em conta a experiência da homologação destes veículos adaptados, exige-se, designadamente, a homologação individual de modelo e a aprovação do conjunto do veículo em inspecção inicial para verificação das boas condições de funcionamento e segurança de acordo com o veículo homologado.

Razões de segurança rodoviária e a necessidade de acautelar a normal fluidez do restante trânsito impõem, também, que se estabeleçam limites máximos de velocidade para estes veículos e que se fixem condições para a sua circulação na via pública.

Assim, exige-se que os «comboios turísticos», cujo limite máximo de velocidade são os 25 km/hora, circulem em percursos predefinidos, indicados pelo proprietário e aprovados pelas câmaras municipais, verificados os requisitos estabelecidos para as condições de trânsito.

A circulação dos comboios turísticos passa, assim, a estar condicionada à obtenção de autorização especial de circulação a emitir pela Direcção-Geral de Viação mediante a apresentação dos documentos comprovativos da aprovação do conjunto do veículo em inspecção inicial ou técnica, da autorização do percurso, bem como do respectivo certificado de seguro.

No que se refere ao acesso à actividade, uma vez que a exploração comercial dos comboios turísticos abrange uma parcela muito restrita da actividade transportadora, não se justifica que fique submetida às normas de acesso exigidas às empresas que realizam transportes públicos rodoviários de passageiros. Assim, para este segmento de actividade as regras de acesso deverão ser definidas em legislação específica.

Foi ouvida a Associação Nacional de Municípios Portugueses.

Assim:

Nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 198.º da Constituição, o Governo decreta, para valer como lei geral da República, o seguinte:

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Âmbito

O presente diploma define o regime jurídico de aprovação e de circulação na via pública dos comboios turísticos.

Artigo 2.º

Definição

Considera-se comboio turístico o conjunto de veículos composto por um tractor e um ou mais reboques destinados ao transporte de passageiros em pequenos percursos, com fins turísticos ou de diversão.

CAPÍTULO II

Características técnicas

Artigo 3.º

Composição

1 — O comboio turístico é composto por um tractor e, no máximo, três reboques destinados ao transporte de passageiros.

2 — Ao veículo tractor só podem ser atrelados reboques até ao limite da sua capacidade máxima de carga rebocável, não podendo, em qualquer caso, o conjunto exceder o comprimento de 18 m.

Artigo 4.º

Sistema de travagem

1 — O sistema de travagem dos comboios turísticos deve possuir as seguintes características:

- a) O tractor e os reboques devem estar equipados com um sistema de travagem de serviço, pneumático ou hidráulico, actuando em todos os eixos, que apresente a necessária eficácia para moderar ou deter o andamento do conjunto sempre que necessário, mesmo em vias de forte inclinação;
- b) O tractor e os reboques devem, ainda, possuir um sistema de travagem de estacionamento de actuação mecânica.

2 — Nos reboques não são permitidos dispositivos de travagem por inércia.

Artigo 5.º

Sistema de engate

Os sistemas de engate do tractor e dos reboques devem ser resistentes e oferecer garantia de não se desligarem acidentalmente.

Artigo 6.º

Luzes

1 — A iluminação dos comboios turísticos obedece às características exigidas para a iluminação dos automóveis e seus reboques, devendo o veículo tractor ser, ainda, provido de uma luz amarela rotativa, destinada a assinalar a sua marcha lenta, colocada de forma que seja visível da frente e da retaguarda do veículo e a uma altura do solo não inferior a 1500 mm.

2 — Na retaguarda do conjunto deve ser colocado o painel do modelo S2, indicativo de que se trata de um veículo de marcha lenta.

Artigo 7.º

Equipamentos diversos

1 — O veículo tractor deve estar equipado com dois espelhos retrovisores laterais, um dispositivo sonoro e um velocímetro, com as características regulamentares para idênticos equipamentos integrados nos automóveis ligeiros.

2 — Os reboques devem possuir portas com segurança que, no lado direito do veículo, podem ser substituídas por, no mínimo, duas correntes de eficácia assegurada.

3 — Nos reboques deve existir um dispositivo de alarme que permita aos passageiros indicar ao condutor que deve parar o veículo.

4 — Os comandos dos dispositivos referidos no número anterior devem ser de cor contrastante e estar distribuídos uniformemente em todos os reboques, não podendo situar-se a altura superior a 1200 mm.

Artigo 8.º

Lotação

1 — Na determinação da lotação de um comboio turístico deve ser tida em consideração a área útil e a carga máxima fixada para os reboques que o compõem.

2 — A lotação é fixada atribuindo, para cada passageiro, uma largura mínima de banco de 400 mm e o peso de 65 kg até ao limite máximo de carga útil dos reboques.

3 — A lotação fixada nos termos do número anterior não pode ser excedida, não sendo permitido o transporte de passageiros em pé ou no veículo tractor.

Artigo 9.º

Homologação

1 — Os comboios turísticos são objecto de homologação individual de modelo.

2 — A homologação referida no número anterior deve ser requerida nos serviços regionais da Direcção-Geral de Viação, sendo os pedidos instruídos com os seguintes documentos:

- a) Memória descritiva contendo a indicação das características técnicas dos veículos;
- b) Catálogos ou fotografias que permitam a identificação completa do conjunto.

3 — Por despacho do director-geral de Viação pode ser solicitada a apresentação de outros documentos considerados necessários.

Artigo 10.º**Matrícula**

1 — Aos comboios turísticos homologados nos termos do n.º 1 do artigo anterior é atribuída matrícula pelos serviços regionais da Direcção-Geral de Viação, com número da série geral.

2 — O número de série atribuído deve ser exibido em duas chapas de matrícula, colocadas uma à frente, no veículo tractor, e a outra à retaguarda, no último reboque.

Artigo 11.º**Inspecções**

1 — Os comboios turísticos são submetidos a inspecção inicial para verificação das boas condições de funcionamento e segurança do veículo de acordo com as características homologadas.

2 — A manutenção das boas condições de funcionamento e de segurança de todo o equipamento e das boas condições de segurança dos comboios turísticos será verificada através de inspecções técnicas nos termos a definir por despacho do director-geral de Viação.

3 — Sem prejuízo do disposto nos números anteriores, os comboios turísticos podem ser sujeitos a inspecção nos termos do n.º 2 do artigo 116.º do Código da Estrada.

CAPÍTULO III**Circulação de comboios turísticos****Artigo 12.º****Velocidade**

O comboio turístico não pode exceder a velocidade instantânea de 25 km/hora.

Artigo 13.º**Condições de trânsito**

O trânsito de comboios turísticos na via pública está condicionado à observação das seguintes condições:

- a) Não prejudicar as condições de circulação e normal fluidez do restante trânsito;
- b) Processar-se apenas em vias urbanas ou municipais, em percursos preestabelecidos que não incluam troços de via que, pela sua largura, traçado ou sinuosidade, possam pôr em perigo a segurança dos passageiros;
- c) Não pôr em causa a coordenação de transportes regulares de passageiros, devendo os locais de paragem para tomada e largada de passageiros estar devidamente assinalados de forma a não coincidirem com as paragens dos veículos de transporte público de passageiros;
- d) A circulação dos comboios turísticos em trajectos de ligação para abastecimento de combustível, manutenção e estacionamento deve efectuar-se sem passageiros e em períodos de menor intensidade de trânsito de forma a não prejudicar as condições de circulação e a normal fluidez do restante trânsito;

- e) O tractor ser conduzido por pessoa habilitada com carta de condução da categoria D;
- f) O conjunto de veículos estar coberto por seguro de responsabilidade civil, que não pode ser inferior ao montante mínimo exigido para os veículos de transporte público colectivo de passageiros.

Artigo 14.º**Autorização de exploração**

1 — O itinerário, as paragens, os horários de funcionamento e os preços dos circuitos dos comboios turísticos devem ser propostos pela pessoa candidata à exploração dos comboios turísticos e autorizados pela câmara municipal depois de verificados os requisitos previstos nas alíneas a) a c) do n.º 1 do artigo 13.º

2 — A câmara municipal pode recusar a autorização se não se verificarem os requisitos a que se refere o n.º 1 ou se o percurso pretendido exceder uma extensão de 7 km.

Artigo 15.º**Autorização especial de circulação**

1 — A circulação na via pública de comboios turísticos depende de autorização especial de circulação, válida por um ano, a emitir pela Direcção-Geral de Viação.

2 — O requerimento que solicite a emissão da autorização referida no número anterior deve ser instruído com os seguintes documentos:

- a) Comprovativo da autorização camarária prevista no artigo anterior;
- b) Comprovativo da aprovação em inspecção inicial ou técnica;
- c) Certificado de seguro.

3 — A Direcção-Geral de Viação deve dar conhecimento à Direcção-Geral do Turismo e à Direcção-Geral de Transportes Terrestres de todas as autorizações especiais de circulação emitidas nos termos do n.º 1.

CAPÍTULO IV**Fiscalização e regime sancionatório****Artigo 16.º****Fiscalização**

A fiscalização do cumprimento das disposições do presente diploma é efectuada nos termos e pelas entidades referidas no artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 2/98, de 3 de Janeiro.

Artigo 17.º**Contra-ordenações**

1 — As infracções ao disposto no presente diploma constituem contra-ordenações, sancionadas com as seguintes coimas:

- a) De 10 000\$ a 50 000\$, aplicada por cada passageiro transportado em infracção ao disposto no n.º 3 do artigo 8.º;
- b) De 250 000\$ a 750 000\$ a falta de autorização especial de circulação a que se refere o artigo 15.º;

- c) De 100 000\$ a 500 000\$ a circulação de comboio turístico em percurso não autorizado;
- d) De 100 000\$ a 500 000\$ a infracção ao disposto na alínea c) do artigo 13.º

2 — A infracção ao disposto no artigo 12.º é sancionada nos termos do artigo 27.º, n.º 3, alínea b), do Código da Estrada.

3 — Nas contra-ordenações previstas no presente diploma a negligência é sempre sancionada.

Artigo 18.º

Processamento das contra-ordenações

1 — São aplicáveis às contra-ordenações previstas no presente diploma as disposições do Código da Estrada para o processamento das infracções rodoviárias.

2 — A instrução dos processos de contra-ordenação compete à Direcção-Geral de Viação, sendo as sanções aplicadas pelo respectivo director-geral.

3 — A distribuição das receitas provenientes da aplicação das coimas previstas no presente diploma rege-se pelo disposto no artigo 1.º do Decreto-Lei n.º 369/99, de 18 de Setembro.

CAPÍTULO VI

Disposições finais

Artigo 19.º

Acesso à actividade

1 — O acesso à actividade de transportes públicos de passageiros por meio de comboios turísticos será definido por legislação específica.

2 — Até publicação do diploma a que se refere o número anterior, as pessoas que pretendam explorar comercialmente comboios turísticos nas condições previstas pelo presente diploma ficam dispensadas do cumprimento dos requisitos de acesso à actividade estabelecidos pela legislação em vigor para os transportes públicos rodoviários de passageiros.

Artigo 20.º

Operadores autorizados

Os operadores de comboios turísticos autorizados a circular nos termos do despacho n.º 67/95, de 9 de Agosto, devem, no prazo de 60 dias, conformar os seus veículos com o disposto no presente diploma e requerer à Direcção-Geral de Viação a autorização referida no artigo 15.º

Artigo 21.º

Faltas e omissões

Nas faltas e omissões do presente diploma regem subsidiariamente, em matéria de circulação, o Código da Estrada e legislação complementar.

Artigo 22.º

Entrada em vigor

O presente diploma entra em vigor 90 dias após a sua publicação.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 8 de Setembro de 2000. — *António Manuel de Oliveira*

Guterres — Fernando Manuel dos Santos Gomes — Fernando Manuel dos Santos Gomes — Jorge Paulo Sacadura Almeida Coelho — Joaquim Augusto Nunes Pina Moura.

Promulgado em 3 de Outubro de 2000.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 4 de Outubro de 2000.

O Primeiro-Ministro, *António Manuel de Oliveira Guterres.*

MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

Decreto-Lei n.º 250/2000

de 13 de Outubro

A Directiva n.º 98/33/CE, do Parlamento Europeu e do Conselho, de 22 de Junho, alterou o artigo 12.º da Directiva n.º 77/780/CEE, relativa ao acesso à actividade das instituições de crédito e ao seu exercício, bem como diversos artigos da Directiva n.º 89/647/CEE, do Conselho, relativa ao rácio de solvabilidade das instituições de crédito, e ainda o artigo 2.º e o anexo II da Directiva n.º 93/6/CEE, relativa à adequação dos fundos próprios das empresas de investimento e das instituições de crédito, sendo necessário proceder à sua transposição para a ordem jurídica interna. O disposto nos artigos 81.º e 82.º do Regime Geral das Instituições de Crédito e Sociedades Financeiras, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 298/92, de 31 de Dezembro, mostra-se mais restritivo do que o previsto na nova redacção do artigo 12.º da Directiva n.º 77/780/CEE, justificando-se, assim, alargar o núcleo das entidades que prosseguem fins de cooperação em matéria de supervisão. Por outro lado, nos termos do artigo 99.º do Regime Geral, compete ao Banco de Portugal definir, por aviso, as relações prudenciais que as instituições sujeitas à sua supervisão devem respeitar. Até à presente data a regulamentação relativa ao rácio de solvabilidade e à adequação dos fundos próprios das empresas de investimento e das instituições de crédito encontra-se prevista em aviso do Banco de Portugal. Todavia, presentemente as exigências constitucionais impõem que a transposição de directivas comunitárias revista a forma de acto legislativo. Foram ouvidos o Banco de Portugal e a Comissão do Mercado de Valores Mobiliários.

Nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 198.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º

Objecto

O presente diploma transpõe para a ordem jurídica interna a Directiva n.º 98/33/CE, do Parlamento Europeu e do Conselho, de 22 de Junho, que alterou o artigo 12.º da Directiva n.º 77/780/CEE, relativa ao acesso à actividade dos estabelecimentos de crédito e ao seu exercício, os artigos 2.º, 5.º, 6.º, 7.º e 8.º e os seus anexos II e III da Directiva n.º 89/647/CEE, relativa

a um rácio de solvabilidade das instituições de crédito, e o artigo 2.º e o anexo II da Directiva n.º 93/6/CEE, relativa à adequação dos fundos próprios das empresas de investimento e das instituições de crédito.

Artigo 2.º

Cooperação

Os artigos 81.º e 82.º do Regime Geral das Instituições de Crédito e Sociedades Financeiras, aprovado pelo Decreto-Lei n.º 298/92, de 31 de Dezembro, passam a ter a seguinte redacção:

«Artigo 81.º

Cooperação com outras entidades

1 — O disposto nos artigos anteriores não obsta, igualmente, a que o Banco de Portugal troque informações com a Comissão do Mercado de Valores Mobiliários, o Instituto de Seguros de Portugal, a Caixa Central do Crédito Agrícola Mútuo, com autoridades, organismos e pessoas que exerçam funções equivalentes às destas entidades em outro Estado membro da Comunidade Europeia e ainda com as seguintes entidades igualmente pertencentes a um Estado membro da Comunidade Europeia:

- a) Organismos encarregados da gestão dos sistemas de garantia de depósitos ou de protecção dos investidores, quanto às informações necessárias ao cumprimento das suas funções;
- b) Entidades intervenientes em processos de liquidação de instituições de crédito, de sociedades financeiras, de instituições financeiras e autoridades com competência de supervisão sobre aquelas entidades;
- c) Pessoas encarregadas do controlo legal das contas de instituições de crédito, de sociedades financeiras, de empresas de seguros, de instituições financeiras, e autoridades com competência de supervisão sobre aquelas pessoas;
- d) Autoridades de supervisão dos Estados membros da Comunidade Europeia, quanto às informações previstas nas directivas comunitárias aplicáveis às instituições de crédito e instituições financeiras;
- e) No âmbito de acordos de cooperação que o Banco haja celebrado, autoridades de supervisão de Estados que não sejam membros da Comunidade Europeia, em regime de reciprocidade, quanto às informações necessárias à supervisão, em base individual ou consolidada, das instituições de crédito com sede em Portugal e das instituições de natureza equivalente com sede naqueles Estados;
- f) Bancos centrais e outros organismos de vocação similar, enquanto autoridades monetárias, e outras autoridades com competência para a supervisão dos sistemas de pagamento.

2 — O Banco de Portugal poderá também trocar informações com autoridades, organismos e pessoas que exerçam funções equivalentes às das entidades mencionadas no corpo do número anterior e nas alíneas a) a d) do mesmo número em países não membros da

Comunidade Europeia, devendo observar-se o disposto na alínea e) do mesmo número.

3 — Ficam sujeitas a dever de segredo todas as autoridades, organismos e pessoas que participem nas trocas de informações referidas nos números anteriores.

4 — As informações recebidas pelo Banco de Portugal nos termos do presente artigo só podem ser utilizadas:

- a) Para exame das condições de acesso à actividade das instituições de crédito e das sociedades financeiras;
- b) Para supervisão, em base individual ou consolidada, da actividade das instituições de crédito, nomeadamente quanto a liquidez, solvabilidade, grandes riscos e demais requisitos de adequação de fundos próprios, organização administrativa e contabilística e controlo interno;
- c) Para aplicação de sanções;
- d) No âmbito de recursos interpostos de decisões do Ministro das Finanças ou do Banco de Portugal, tomadas nos termos das disposições aplicáveis às entidades sujeitas à supervisão deste;
- e) Para efeitos da política monetária e do funcionamento ou supervisão dos sistemas de pagamento.

5 — O Banco de Portugal só poderá comunicar informações que tenha recebido de entidades de outro Estado membro da Comunidade Europeia com o consentimento expresse dessas entidades.

Artigo 82.º

Cooperação com países terceiros

Os acordos de cooperação referidos na alínea e) do n.º 1 e no n.º 2 do artigo anterior só podem ser celebrados quando as informações a prestar beneficiem de garantias de segredo pelo menos equivalentes às estabelecidas no presente diploma e tenham por objectivo o desempenho de funções de supervisão que estejam cometidas às entidades em causa.»

Artigo 3.º

Mercados reconhecidos

1 — Para efeitos do presente diploma considera-se mercado reconhecido um mercado que seja reconhecido pelo Banco de Portugal.

2 — O Banco de Portugal só pode reconhecer mercados que:

- a) Funcionem regularmente;
- b) Obedeçam a regras, estabelecidas ou aprovadas pelas respectivas autoridades do país de origem do mercado, que definam as suas condições de funcionamento e de acesso, bem como os requisitos dos contratos negociados nesses mercados;
- c) Disponham de um mecanismo de compensação em que os contratos sejam sujeitos a exigências de margens diárias, que assegurem uma protecção adequada.

Artigo 4.º

Autoridades regionais ou locais

1 — Podem incluir-se no conceito de autoridade regional ou autoridade local as igrejas e as comunidades

religiosas estrangeiras que assumam a forma de pessoa colectiva de direito público e que disponham do direito de lançar impostos.

2 — Os elementos relativos às entidades referidas no número anterior não podem beneficiar do regime previsto no n.º 1 do artigo 7.º da Directiva n.º 89/647/CEE, do Conselho, de 18 de Dezembro.

Artigo 5.º

Fundo Europeu de Investimento

Pode ser aplicado um coeficiente de ponderação de 20% à fracção não realizada do capital subscrito do Fundo Europeu de Investimento.

Artigo 6.º

Cauções ou outras garantias com carácter de substitutos de crédito

Pode ser aplicado um coeficiente de ponderação de 50% aos elementos extrapatrimoniais constituídos por cauções ou garantias com carácter de substitutos de crédito que estejam integral e adequadamente garantidos por hipotecas sobre imóveis destinados a habitação que sejam ocupados pelo respectivo mutuário e desde que o garante seja beneficiário directo desta garantia.

Artigo 7.º

Elementos do activo caucionados

Sem prejuízo do disposto no ponto iv) da alínea a) do n.º 2 da parte I do anexo ao aviso n.º 1/93 do Banco de Portugal, é permitida a aplicação de um coeficiente de ponderação de 20% aos elementos do activo que se encontrem adequadamente caucionados por títulos emitidos por administrações regionais ou locais da zona A, por depósitos junto de instituições de crédito da zona A, ou por certificados de depósito ou instrumentos similares emitidos por estas mesmas instituições de crédito.

Artigo 8.º

Exclusões

Podem ser excluídos do denominador do rácio de solvabilidade:

- a) Os contratos negociados em mercados reconhecidos;
- b) Os contratos relativos a taxas de câmbio, com excepção dos contratos relativos a ouro, com prazo de vencimento inicial igual ou inferior a 14 dias de calendário;
- c) Até 31 de Dezembro de 2006, os contratos relativos aos instrumentos derivados do mercado de balcão que obedeçam aos requisitos seguintes:

- i) Sejam objecto de compensação em câmaras reconhecidas pelo Banco de Portugal;
- ii) As câmaras de compensação actuem na qualidade de contraparte legal e todos os participantes garantam plenamente, numa base diária, o risco que apresentam para a câmara, oferecendo protecção

adequada contra o risco actual e o risco futuro potencial;

- iii) As garantias constituídas assegurem o mesmo nível de protecção que as garantias que respeitam os requisitos previstos no ponto 7 da alínea a) do n.º 1 do artigo 7.º da Directiva n.º 89/647/CEE, devendo encontrar-se eliminada a possibilidade de o risco para a câmara de compensação exceder o valor de mercado das garantias constituídas.

Artigo 9.º

Cálculo dos riscos por incumprimento

1 — O cálculo dos riscos, por incumprimento da contraparte, dos contratos previstos no número seguinte deve respeitar o anexo ao presente diploma, do qual faz parte integrante.

2 — Os contratos a que se refere o número anterior são os seguintes:

a) Contratos sobre taxas de juro:

- i) *Swaps* de taxas de juro na mesma moeda;
- ii) *Swaps* de taxas de juro variáveis de natureza diferente — «*swaps* de base»;
- iii) Contratos a prazo relativos a taxas de juro;
- iv) Operações a futuro sobre taxas de juro;
- v) Opções adquiridas sobre taxas de juro;
- vi) Outros contratos de natureza idêntica;

b) Contratos sobre taxas de câmbio e contratos sobre ouro:

- i) *Swaps* de taxas de juro em moedas diferentes;
- ii) Contratos a prazo sobre moedas;
- iii) Futuros sobre moedas;
- iv) Opções adquiridas sobre moedas;
- v) Outros contratos de natureza idêntica;
- vi) Contratos sobre ouro, de natureza idêntica aos das alíneas a) a e);

c) Contratos de natureza idêntica aos referidos nas subalíneas i) a v) da alínea a) e nas subalíneas i) a iv) da alínea b) relativos a outros elementos de referência ou índices relacionados com:

- i) Títulos de capital;
- ii) Metais preciosos, com excepção do ouro;
- iii) Mercadorias que não sejam metais preciosos;
- iv) Outros contratos de natureza similar.

Artigo 10.º

Instrumentos derivados de mercado de balcão

Para efeitos da regulamentação da adequação de fundos próprios, são considerados instrumentos derivados de mercado de balcão os contratos referidos no artigo 9.º não excluídos do denominador do rácio de solvabilidade nos termos do artigo 8.º

Artigo 11.º

Regulamentação

O Banco de Portugal fica autorizado a modificar a regulamentação do rácio de solvabilidade e as regras sobre adequação dos fundos próprios das empresas de investimento e das instituições de crédito, de acordo com o presente diploma.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 31 de Agosto de 2000. — *António Manuel de Oliveira Guterres* — *Joaquim Augusto Nunes Pina Moura*.

Promulgado em 28 de Setembro de 2000.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 4 de Outubro de 2000.

O Primeiro-Ministro, *António Manuel de Oliveira Guterres*.

ANEXO

Regime dos elementos extrapatrimoniais a que se refere o artigo 9.º

1 — Para efeitos de cálculo dos riscos de crédito associados aos contratos enumerados no n.º 2 do artigo 9.º deste diploma, as instituições devem utilizar apenas o método de avaliação ao preço de mercado:

- a) Se estiverem obrigadas a observar o disposto no n.º 1 do artigo 6.º da Directiva n.º 93/6/CEE;
- b) Quando se trate dos contratos enumerados na alínea c) do artigo 9.º do presente diploma.

2 — O método de avaliação ao preço de mercado, a que se refere o número anterior, consiste no seguinte:

Etapa a): determina-se o custo de substituição de todos os contratos com valor positivo, através do seu preço corrente de mercado;

Etapa b): para quantificar o risco de crédito potencial futuro, os montantes do capital teórico dos contratos ou os valores subjacentes são multiplicados pelas percentagens que constam do quadro seguinte:

QUADRO N.º 1
(a) (b)

Vencimento residual (c)	Contratos sobre taxas de juro	Contratos sobre taxas de câmbio e ouro	Contratos sobre títulos de capital	Contratos sobre metais preciosos, com excepção do ouro	Contratos sobre mercadorias que não sejam metais preciosos
Um ano ou menos	0 %	1 %	6 %	7 %	10 %
Mais de um ano e não mais de cinco anos	0,5 %	5 %	8 %	7 %	12 %
Mais de cinco anos	1,5 %	7,5 %	10 %	8 %	15 %

(a) Os contratos não abrangidos por uma das cinco categorias referidas neste quadro devem ser tratados como contratos sobre mercadorias que não sejam metais preciosos.

(b) No caso de contratos que prevejam múltiplas trocas de capital, as percentagens devem ser multiplicadas pelo número de pagamentos ainda por efectuar nos termos neles previstos.

(c) No caso de contratos que prevejam a liquidação das posições obtidas na sequência de determinadas datas de pagamento e cujas condições sejam reformuladas a fim de que o seu valor de mercado seja nulo nas referidas datas, considera-se que o prazo de vencimento residual será o prazo que decorrerá até à data de reformulação seguinte.

No caso de contratos sobre taxas de juro que satisfaçam estes critérios e que tenham um vencimento residual superior a um ano, a percentagem não deverá ser inferior a 0,5 %.

Etapa c): a soma do custo de substituição, calculado na etapa a), com o produto da operação prevista na etapa b) deve ser multiplicada pelo coeficiente de ponderação atribuído à contraparte respectiva, nos termos previstos no aviso do Banco de Portugal n.º 1/93, com excepção do coeficiente de ponderação de 100 %, que pode ser substituído por um coeficiente de ponderação de 50 %.

2.1 — Para cálculo do risco potencial futuro, pode permitir-se que, até 31 de Dezembro de 2006, sejam aplicadas as percentagens que constam do quadro seguinte, pelas instituições que recorram à opção prevista no artigo 11.º-A da Directiva n.º 93/6/CEE, em relação aos contratos indicados nas subalíneas ii) e iii) da alínea c) do artigo 9.º do presente diploma.

QUADRO N.º 1-A

Vencimento residual	Metais preciosos (excepto ouro)	Metais de base	Produtos agrícolas (softs)	Outros, incluindo produtos energéticos
Um ano ou menos	2 %	2,5 %	3 %	4 %
Mais de um ano e não mais de cinco anos	5 %	4 %	5 %	6 %
Mais de cinco anos	7,5 %	8 %	9 %	10 %

3 — Para efeitos de avaliação dos riscos de crédito associados aos contratos enumerados no n.º 2 do artigo 9.º do presente diploma segundo o método do risco inicial, os contratos sobre ouro devem ser tratados da forma prevista no referido aviso n.º 1/93 para os contratos relativos a taxas de câmbio.

4 — Para efeitos de qualquer dos métodos deve ser verificado se o montante teórico a considerar constitui uma medida adequada de avaliação dos riscos inerentes ao contrato.

4.1 — Sempre que, por exemplo, o contrato preveja uma multiplicação dos fluxos de caixa, o montante teó-

rico deve ser ajustado a fim de serem tomados em conta os efeitos da multiplicação sobre a estrutura de risco desse contrato.

5 — Sobre acordos de compensação, para além do que se encontra já previsto no referido aviso n.º 1/93, poderá permitir-se o seguinte:

5.1 — Poderão ser reconhecidos como factores de redução do risco os acordos que abranjam contratos aos quais não é aplicável o disposto no presente anexo, em virtude de o risco de crédito a eles inerente ser nulo ou negligenciável, tais como contratos sobre taxas de câmbio de duração inicial igual ou inferior a 14 dias de calendário e opções vendidas;

5.2 — As instituições que utilizam o método de avaliação ao preço de mercado dos contratos incluídos num acordo de compensação podem ser autorizadas ao seguinte:

5.2.1 — O custo de substituição actual a considerar pode ser o custo de substituição líquido teórico que resulta do acordo;

5.2.2 — Se da operação de compensação resultar uma obrigação líquida para a instituição que calcula o custo de substituição líquido, considera-se que o custo de substituição actual é igual a 0;

5.2.3 — O risco de crédito potencial futuro pode ser reduzido de acordo com a seguinte equação:

$$RCP_{red} = 0,4 * RCP_{bruto} + 0,6 * RVLB * RCP_{bruto}$$

em que:

RCP_{red} = é o montante reduzido do risco de crédito potencial futuro relativo a todos os contratos celebrados com uma dada contraparte e incluídos num acordo de compensação bilateral;

RCP_{bruto} = é a soma dos montantes do risco de crédito potencial futuro relativo a todos os contratos celebrados com uma dada contraparte e incluídos num acordo de compensação bilateral, calculado mediante a multiplicação do capital teórico pelas percentagens indicadas no quadro n.º 1;

$RVLB$ = é o rácio valor líquido/bruto; o Banco de Portugal poderá determinar que o seu valor seja um dos seguintes:

- i) Cálculo individualizado: o quociente entre o custo de substituição líquido de todos os contratos celebrados com uma dada contraparte e incluídos num acordo de compensação bilateral (numerador) e o custo de substituição bruto de todos os contratos celebrados com essa contraparte e incluídos no mesmo acordo de (denominador); ou
- ii) Cálculo agregado: o quociente entre a soma dos custos de substituição líquidos calculados numa base bilateral para todas as contrapartes, tomando em consideração os contratos incluídos em acordos de compensação (numerador) e os custos de substituição brutos de todos os contratos incluídos em acordos de compensação (denominador). Se for permitido às instituições a opção por um dos referidos métodos, o método escolhido deve ser utilizado de forma consistente.

5.2.4 — Para o cálculo do risco de crédito potencial futuro de acordo com a fórmula referida no número

precedente, os contratos perfeitamente correspondentes incluídos num acordo de compensação podem ser considerados como um único contrato, cujo capital teórico é equivalente ao respectivo montante líquido. São perfeitamente correspondentes os contratos a prazo sobre divisas ou contratos semelhantes cujo capital teórico é equivalente aos fluxos de caixa, no caso de estes serem exigíveis na mesma data-valor e serem expressos total ou parcialmente na mesma moeda.

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA, DO DESENVOLVIMENTO RURAL E DAS PESCAS

Decreto-Lei n.º 251/2000

de 13 de Outubro

A legislação aplicável aos princípios relativos à organização dos controlos oficiais no domínio da alimentação animal determina que para análise das amostras de produtos destinados à alimentação animal sejam utilizados os métodos oficiais de análise definidos em norma portuguesa ou em diploma legal.

Considerando que o método polarimétrico para a determinação do teor de amido nos alimentos para animais, constante da norma portuguesa NP 2026 (1987), face à evolução dos conhecimentos científicos e técnicos, deixou de ser considerado adequado;

Considerando que foi adoptado pela Directiva n.º 1999/79/CE outro método mais fiável que teve em conta as interferências que algumas matérias constituintes dos alimentos para animais podem produzir:

Importa transpor pelo presente diploma as disposições comunitárias constantes da Directiva n.º 1999/79/CE, da Comissão, de 27 de Julho, que fixa o método de análise comunitário para a determinação do amido nos alimentos para animais, a utilizar aquando da realização das determinações analíticas previstas no controlo oficial da alimentação animal.

Foram ouvidos os órgãos de governo próprio das Regiões Autónomas.

Assim:

Nos termos da alínea *a*) do n.º 1 do artigo 198.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º

Determinação do teor do amido

É adoptado o método oficial de análise a utilizar na determinação do teor do amido nos alimentos para animais, no âmbito dos controlos oficiais no domínio da alimentação animal, constante do anexo ao presente diploma, do qual faz parte integrante.

Artigo 2.º

Não aplicabilidade da norma portuguesa NP 2026 (1987)

As disposições constantes da norma portuguesa NP 2026 (1987), relativa a determinação do teor do amido pelo método polarimétrico, não são aplicáveis para efeitos dos controlos oficiais no domínio da alimentação animal.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 31 Agosto de 2000. — António Manuel de Oliveira Guter-

res — Joaquim Augusto Nunes Pina Moura — Luís Manuel Capoulas Santos — José Mariano Rebelo Pires Gago.

Promulgado em 3 de Outubro de 2000.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 4 de Outubro de 2000.

O Primeiro-Ministro, António Manuel de Oliveira Guterres.

ANEXO

Determinação do teor de amido

Método polarimétrico

1 — Objectivo e domínio de aplicação — o presente método permite a determinação do teor de amido e dos produtos da sua degradação de elevado peso molecular nos alimentos para animais, tendo em vista verificar o respeito da Portaria n.º 1106/90, de 6 de Novembro, e do Decreto-Lei n.º 181/99, de 22 de Maio.

2 — Princípio — o método compreende duas determinações:

Na primeira, a amostra é tratada a quente com ácido clorídrico diluído. Depois de clarificada e filtrada, mede-se o poder rotatório da solução por polarimetria;

Na segunda, a amostra é submetida a extracção com etanol a 40 %. Depois de acidificado o filtrado com ácido clorídrico, clarificado e filtrado, mede-se o poder rotatório tal como na primeira determinação.

A diferença entre as duas medições, multiplicada por um factor conhecido, dá o teor de amido da amostra.

3 — Reagentes:

3.1 — Ácido clorídrico a 25 % (m/m), d: 1,126.

3.2 — Ácido clorídrico a 1,128 % (m/v).

A concentração é verificada por titulação com uma solução 0,1 N de hidróxido de sódio, na presença de vermelho de metilo a 0,1 % (m/v) em etanol a 94 % (v/v):

10 ml = 30,94 ml de NaOH 0,1 N.

3.3 — Solução de Carrez I: dissolver em água 21,9 g de acetato de zinco, $Zn(CH_3CO)_2 \cdot 2H_2O$, e 3 g de ácido acético glacial. Completar o volume até 100 ml com água.

3.4 — Solução de Carrez II: dissolver em água 10,6 g de ferrocianeto de potássio $K_4[Fe(CN)_6] \cdot 3H_2O$. Completar o volume até 100 ml com água.

3.5 — Etanol a 40 % (v/v), d: 0,948 a 20°C.

4 — Aparelhagem:

4.1 — Erlenmeyer de 250 ml com esmerilhado normalizado e condensador de refluxo.

4.2 — Polarímetro ou sacarímetro.

5 — Procedimento:

5.1 — Preparação de amostra — triturar a amostra de maneira a passar a totalidade da mesna por um crivo de malha de 0,5 mm de diâmetro.

5.2 — Determinação do poder rotatório total (P ou S) (v. observação 7.1):

Pesar, com a aproximação de 1 mg, 2,5 g da amostra triturada para um balão aferido de 100 ml. Adi-

cionar 25 ml de ácido clorídrico (3.2), agitar, para obter uma boa repartição da amostra, e adicionar mais 25 ml de ácido clorídrico (3.2). Introduzir o balão num banho de água em ebulição e agitar enérgica e regularmente durante três minutos, para evitar a formação de aglomerados. A quantidade de água do banho deve ser suficiente para que este se mantenha em ebulição quando o balão for introduzido. O balão não pode ser retirado do banho durante a agitação. Exactamente quinze minutos depois, retirar o balão do banho, adicionar 30 ml de água fria e arrefecer imediatamente a 20°C;

Adicionar 5 ml da solução de Carrez I (3.3) e agitar durante um minuto. Adicionar em seguida 5 ml da solução de Carrez II (3.4) e agitar de novo durante um minuto. Completar o volume com água, homogeneizar e filtrar. Se o filtrado não ficar perfeitamente límpido (o que é pouco frequente), recommençar a análise utilizando uma quantidade maior das soluções de Carrez I e II, por exemplo, 10 ml;

Medir, em seguida, o poder rotatório da solução num tubo de 200 mm inserido no polarímetro ou no sacarímetro.

5.3 — Determinação do poder rotatório (P' ou S') das substâncias solúveis em etanol a 40 % — introduzir, num balão aferido de 100 ml, 5 g de amostra, pesada com a aproximação de 1 mg, e adicionar cerca de 80 ml de etanol (3.5) (v. observação 7.2). Deixar o balão em repouso à temperatura ambiente durante uma hora; durante esse período de tempo, agitar energicamente seis vezes, para que a amostra fique bem misturada com o etanol. Completar o volume até 100 ml com etanol (3.5), homogeneizar e filtrar. Pipetar 50 ml de filtrado (=2,5 g de amostra) para um erlenmeyer de 250 ml, adicionar 2,1 ml de ácido clorídrico (3.1) e agitar energicamente. Adaptar um condensador de refluxo ao erlenmeyer e mergulhar este num banho de água em ebulição. Exactamente quinze minutos depois, retirar o erlenmeyer do banho, transferir o conteúdo para um balão aferido de 100 ml, lavar com um pouco de água fria e arrefecer a 20°C. Clarificar, em seguida, com as soluções de Carrez I (3.3) e II (3.4), completar o volume com água, homogeneizar, filtrar e medir o poder rotatório como indicado em 5.2 (segundo e terceiro parágrafos).

6 — Cálculo dos resultados — o teor percentual de amido é calculado como segue:

6.1 — Medições polarimétricas:

$$\text{Porcentagem de amido} = \frac{2000 (P - P')}{[\alpha]_{20}^D}$$

em que:

P = poder rotatório total, em graus de arco;

P' = poder rotatório, em graus de arco, das substâncias solúveis em etanol a 40 %;

$[\alpha]_{20}^D$ = poder rotatório específico de amido puro.

Os valores convencionalmente admitidos para este factor são os seguintes:

+185,9°: amido de arroz;

+185,4°: amido de batata;

+184,6°: amido de milho;

+182,7°: amido de trigo;

- +181,5º: amido de cevada;
- +181,3º: amido de aveia;
- +184,0º: outros tipos de amido e misturas de amidos de alimentos compostos para animais.

6.2 — Medidas sacarimétricas:

$$\text{Percentagem de amido} = \frac{2000}{[\alpha]_D^{20^\circ}} \times \frac{(2N \times 0,665) \times (S - S')}{100} - \frac{26,6N \times (S - S')}{[\alpha]_D^{20^\circ}}$$

em que:

S = poder rotatório total, em graus sacarimétricos;
 S' = poder rotatório, em graus sacarimétricos, das substâncias solúveis em etanol a 40 %;

N = peso, em grama, de sacarose, dissolvida em 100 ml de água, correspondente a um poder rotatório de 100º sacarimétricos, quando medido com um tubo de 200 mm:

- 16,29 g para os sacarímetros franceses;
- 26,00 g para os sacarímetros alemães;
- 26,00 g para os sacarímetros mistos;

$[\alpha]_D^{20^\circ}$ = poder rotatório do amido puro (v. 6.1).

6.3 — Repetibilidade — a diferença entre os resultados de duas determinações paralelas efectuadas com a mesma amostra não deve ultrapassar 0,4 % em valor absoluto, para teores de amido inferiores a 40 %, ou 1,1 % em valor relativo, para teores de amido iguais ou superiores a 40 %.

7 — Observações:

7.1 — Se a amostra contiver mais de 6 % de carbonatos, expressos em carbonato de cálcio, estes devem

ser destruídos por tratamento com a quantidade apropriada, exacta, de ácido sulfúrico diluído antes da determinação do poder rotatório total.

7.2 — No caso dos produtos com teor de lactose elevado, como o soro de leite em pó desnatado, proceder como segue depois da adição de 80 ml de etanol (3.5): adaptar um condensador de refluxo ao balão e mergulhar este durante trinta minutos num banho de água a 50°C. Em seguida, deixar arrefecer e prosseguir a análise como indicado em 5.3.

7.3 — Poderão ocorrer resultados incorrectos caso estejam presentes em quantidades significativas as matérias constituintes de alimentos para animais a seguir indicadas e que produzem comprovadamente interferências na determinação do teor de amido por polarimetria:

Produtos derivados da beterraba (sacarina), nomeadamente polpa de beterraba (sacarina), melaço de beterraba (sacarina), polpa de beterraba (sacarina) melaçada, vinassa de beterraba (sacarina), açúcar (de beterraba);

Polpa de citrinos;

Sementes de linho; bagaço de linho, obtido por pressão; bagaço de linho, obtido por extracção;

Colza; bagaço de colza, obtido por pressão; bagaço de colza, obtido por extracção; cascas de colza;

Sementes de girassol; bagaço de girassol, obtido por extracção; bagaço de girassol, parcialmente descascado, obtido por extracção;

Bagaço de copra (coco), obtido por pressão; bagaço de copra (coco), obtido por extracção;

Polpa de batata;

Leveduras desidratadas;

Produtos ricos em inulina (por exemplo, lascas e farinha de tupinambos);

Torresmos.

AVISO

1 — Os preços das assinaturas das três séries do *Diário da República* (em papel) para 2000, a partir do dia 1 de Março, corresponderão ao período decorrente entre o início da recepção das publicações e 31 de Dezembro. A INCM não se obriga a fornecer os exemplares entretanto publicados.

2 — Não serão aceites pedidos de anulação de assinaturas com devolução de valores, salvo se decorrerem de situações da responsabilidade dos nossos serviços.

3 — Cada assinante deverá indicar sempre o número de assinante que lhe está atribuído e mencioná-lo nos contactos que tenha com a INCM.

4 — A efectivação dos pedidos de assinatura, bem como dos novos serviços, poderá ser feita através das nossas lojas.

5 — Toda a correspondência sobre assinaturas deverá ser dirigida para a Imprensa Nacional-Casa da Moeda, S. A., Departamento Comercial, Sector de Publicações Oficiais, Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5, 1099-002 Lisboa.

Preços para 2000

CD-ROM (inclui IVA 17%)				
	Assinante papel *		Não assinante papel	
	Escudos	Euros	Escudos	Euros
Assinatura CD mensal	31 000	154,63	40 000	199,52
Assinatura CD histórico (1974-1997)	70 000	349,16	91 000	453,91
Assinatura CD histórico (1990-1999)	45 000	224,46	50 000	249,40
CD histórico avulso	13 500	67,34	13 500	67,34
Internet (inclui IVA 17%)				
	Assinante papel *		Não assinante papel	
	Escudos	Euros	Escudos	Euros
DR, 1.ª série	12 000	59,86	15 000	74,82
Concursos públicos, 3.ª série	13 000	64,84	17 000	84,80
1.ª série + concursos	22 000	109,74	29 000	144,65

* Preço exclusivo por assinatura do *Diário da República* em suporte de papel.



DIÁRIO DA REPÚBLICA

Depósito legal n.º 8814/85

ISSN 0870-9963

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao *Diário da República* desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

Os prazos para reclamação de faltas do *Diário da República* são, respectivamente, de 30 dias para o continente e de 60 dias para as Regiões Autónomas e estrangeiro, contados da data da sua publicação.

PREÇO DESTE NÚMERO (IVA INCLUÍDO 5%)

480\$00 — € 2,39



Diário da República Electrónico: Endereço Internet: <http://www.dr.incm.pt>
Correio electrónico: dre@incm.pt • Linha azul: 808 200 110 • Fax: 21 394 57 50



IMPRENSA NACIONAL-CASA DA MOEDA, S. A.

LOCAIS DE INSCRIÇÃO DE NOVOS ASSINANTES,
VENDA DE PUBLICAÇÕES,
IMPRESSOS E ESPÉCIMES NUMISMÁTICOS

- Rua da Escola Politécnica, 135 — 1250-100 Lisboa
Telef. 21 394 57 00 Fax 21 394 57 50 Metro — Rato
- Rua do Marquês de Sá da Bandeira, 16-A e 16-B — 1050-148 Lisboa
Telef. 21 353 03 99 Fax 21 353 02 94 Metro — S. Sebastião
- Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1099-002 Lisboa
Telef. 21 383 58 00 Fax 21 383 58 34
- Rua de D. Filipa de Vilhena, 12 — 1000-136 Lisboa
Telef. 21 781 07 00 Fax 21 781 07 95 Metro — Saldanha
- Avenida de Fernão de Magalhães, 486 — 3000-173 Coimbra
Telef. 23 982 69 02 Fax 23 983 26 30
- Praça de Guilherme Gomes Fernandes, 84 — 4050-294 Porto
Telefs. 22 205 92 06/22 205 91 66 Fax 22 200 85 79
- Avenida do Engenheiro Duarte Pacheco — 1070-103 Lisboa
(Centro Comercial das Amoreiras, loja 2112)
Telef. 21 387 71 07 Fax 21 353 02 94
- Avenida Lusitana — 1500-392 Lisboa
(Centro Colombo, loja 0.503)
Telefs. 21 711 11 19/23/24 Fax 21 711 11 21 Metro — C. Militar
- Rua das Portas de Santo Antão, 2-2/A — 1150-268 Lisboa
Telefs. 21 324 04 07/08 Fax 21 324 04 09 Metro — Rossio
- Loja do Cidadão (Lisboa) Rua de Abranches Ferrão, 10 — 1600-001 Lisboa
Telef. 21 723 13 70 Fax 21 723 13 71
- Loja do Cidadão (Porto) Avenida de Fernão Magalhães, 1862 — 4350-158 Porto
Telef. 22 557 19 27 Fax 22 557 19 29

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e a assinaturas do «Diário da República» e do «Diário da Assembleia da República», deve ser dirigida à administração da Imprensa Nacional-Casa da Moeda, S. A., Rua de D. Francisco Manuel de Melo, 5 — 1099-002 Lisboa